

Discours de Gilles Masure, Conseiller Général de Crépy en Valois aux Assises Culturelles Départementales du 13 Mai 1983 à Beauvais

S'adressant au Président du Conseil Général, Gilles Masure devait dire : « Dans la Conférence de presse annonçant ces assises, vous avez souligné que « cette manifestation est sans précédent dans notre département ». Vous avez souhaité qu'un large débat s'instaure sur les principes retenus par le Conseil Général. La politique étant une dimension essentielle de la culture, je voudrais verser au dossier ma sensibilité d'élue communiste. Je me félicite d'abord de la tenue de ces Assises car je pense que seule une démarche démocratique nous permettra de prendre le plus globalement et le plus précisément possible la mesure du mouvement des choses. Elle seule est à même de répondre au vaste bouillonnement que connaît l'Oise dans le domaine de la Culture comme dans les autres. En effet, la question qui nous est posée aujourd'hui ne l'est pas en vertu d'une volonté politique arbitraire ou par un généreux mais utopique souci de justice plus grande, mais parce que dans les formes qui sont particulières à notre Département, la crise est porteuse d'enjeux de civilisation ».

LIRE LA CRISE AU POSITIF

« On a l'habitude de parler de la crise comme d'une catastrophe. Et c'est vrai sans doute pour les plus de 22 000 chômeurs du Département et pour les salariés qui voient réduire leur pouvoir d'achat s'ils ne mènent pas la lutte.

Mais il faut savoir aussi lire la crise au positif ; lire le neuf qu'elle produit dans la Culture, dans toute la société, pour y fonder une volonté politique tenace d'en sortir.

Aujourd'hui avec l'existence dans notre Département de grandes entreprises privées comme Poclain, Chaussou, BSF, de grandes entreprises nationalisées comme Usinor, PUK, St Gobain, les problèmes, les aspirations, les besoins culturels sont profondément changés, remaniés, remodelés à travers les crises.

Les luttes des O.S. de chez Poclain, des travailleurs d'Isover ou de PCUK ne sont pas seulement une révolte contre les effets désastreux pour eux d'une « crise économique » fatale, c'est une remise en cause de la rationalité et des buts de la forme sociale capitaliste du travail. Et au-delà, c'est l'exigence d'une autre structuration sociale des activités individuelles, la nécessité d'autres formes sociales d'individualité.

Ainsi par exemple, la modification très forte des formes de l'exploitation capitaliste (à travers les « politiques salariales » nouvelles),

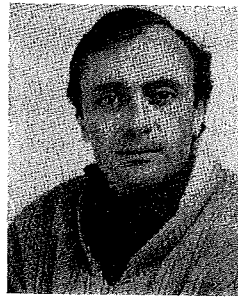
l'extension massive de la sphère du travail contraint, la concentration vers le haut des décisions et de la conception et la déqualification de toute une série d'activités techniques et même intellectuelles entrent en conflit de plus en plus pesant avec la croissance des connaissances, avec l'accumulation d'expériences et de capacités créatrices dans des masses de plus en plus larges de travailleurs, de femmes, de jeunes.

C'est la mesure de ces contradictions qu'ils nous faudra progressivement mieux cerner dans notre Département pour innover en matière culturelle.

Quel impact sur la formation des personnalités, des aspirations, des modes de vie et des besoins sociaux ont l'implantation, le développement, la crise des grandes unités de production capitalistes dans l'Oise, la nationalisation de certaines d'entre elles, la lutte pour substituer d'autres choix de gestion et de stratégie industrielle aux critères capitalistes ?

DUALITE : TRAVAIL LOISIRS

Cette question est incontournable pour une politique culturelle départementale. Car si l'Oise a un passé historique et archéologique fort riche, si notre Département est lesté du poids des mentalités traditionnelles, l'Oise est aussi « travaillée » par les « effets » au plan du mode de vie sociale des activités et



Gilles Masure.

des contradictions des grandes entreprises, des centres de recherches comme le GETIM, le CHERCHAR, L'UTC. Le Département est travaillé aussi dans le sud par la politique de la droite visant à vider Paris et sa région des couches populaires, les éloignant ainsi un peu plus encore de la vie culturelle de la capitale, ce qui nous donne aussi de nouvelles responsabilités.

Du fait même de cette crise, il y a une tentation qui nous paraît être un risque considérable pour une politique départementale culturelle : c'est le risque de l'illusion « dualiste » qui consiste à partager la société en 2 temps : le temps du travail et celui du loisir. Ainsi la situation de sous-emploi chronique qui affecte toute notre société pourrait être mise à profit pour permettre à tous ceux qui le souhaitent de réduire leur temps de travail et de changer leur vie.

Autrement dit, la culture concernerait le temps libre et la crise serait sa chance. Ce temps libre serait plus convivial mais aussi plus frugal : il s'agit d'accepter la baisse du pouvoir d'achat, ou, avec une nuance, de mieux partager une « masse salariale » inchangée, sans toucher aux gâchis financiers liés à la recherche exclusive de l'accumulation du capital.

A notre avis, ce n'est pas sur ce genre de conciliation, d'alibi culturel à la gestion de la crise que peut reposer une politique culturelle départementale qui veut apporter sa pierre à : je vous cite « une conception élargie du développement culturel » à « la réduction des inégalités d'accès à la culture », à « l'effort culturel », à « la réduction des inégalités d'accès à la culture », à « l'effort dans le sens de la création ».

Il faut évidemment

prendre en compte la réalité de l'Oise dans sa richesse et sa diversité, donc son pluralisme idéologique. Il faut assumer sa composante rurale avec ses évolutions et ses aspirations à une renaissance de la vie culturelle à la campagne allant de pair avec le refus du déclin de l'agriculture française. Mais il nous semble fondamental que le Conseil général devra être particulièrement attentif à ces mutations du sens du travail dans les entreprises industrielles du Département qui vont dans le sens de l'autogestion.

On peut ainsi imaginer une intervention du Département à partir d'un effort fait dans les entreprises pour économiser sur les gâchis matériels et financiers du capital, et produire une meilleure valeur ajoutée en pariant sur la hausse de la qualification, la progression scientifique et technique et sur cette base, sur la base de cette production, augmenter le pouvoir d'achat des salaires et réduire le temps de travail en même temps qu'obtenir un meilleur emploi des compétences dans le travail.

Le Département intervient déjà pour aider au plan de formation professionnelle des jeunes : ne pourra-t-il, dans l'esprit que je viens de dire, intervenir dans des contrats emploi-qualification-production ? La loi sur les compétences, couplée avec une bonne utilisation des lois Ajour par les salariés le permettrait peut-être.

Même si la manifestation en est encore floue, s'amorce ainsi un mouvement de décomposition du décloison-

nement entre travail et loisir. L'aspiration à la liberté dans le travail est déjà ancienne avec la lutte pour la reconnaissance du fait syndical.

Elle a pris une dimension nouvelle avec la lutte pour « faire de la politique » à l'entreprise et maintenant la gérer autrement. Elle est en même temps source d'enrichissement de l'imaginaire, des arts, de la pratique de la communication, de la lecture.

Des créateurs de plus en plus nombreux deviennent attentifs à ce phénomène. C'est là en effet, à notre avis, qu'il faut chercher la source profonde de ces multiples aspirations à se cultiver dans des formes de plus en plus élaborées qu'on constate dans notre Département (musique, théâtre, chorégraphie, pratiques littéraires, etc...).

LIBERTE

Quelle réponse encourager ? Elle tient en un mot : liberté, c'est-à-dire lutte contre le repli sur soi qu'encouragerait inévitablement tout esprit de gestion de la crise dont je parlais tout à l'heure. Liberté c'est-à-dire meilleur lien entre les diverses pratiques, connaissances approfondies grâce à des compétences encouragées, plaisir d'autant plus grand et plus individualisé qu'il sera enrichi de l'expérience des autres et fondé sur une vie sociale où l'initiative et la responsabilité auront tendance à prendre le pas sur les vieux critères en crise du capitalisme. Liberté c'est-à-dire lutte, lutte c'est-à-dire pluralisme.

Dans ce mouvement de

